DEMANDE D'INFORMATION SUR LES MESURES PRISES POUR ATTÉNUER LA
POLLUTION ACOUSTIQUE SOUS-MARINE

Questionnaire

(à retourner à cms.secretariat@cms.int avant le 31 juillet)

Pays: France

1. Quelles sont les exigences ou lignes directrices juridiques en vigueur dans votre pays relatives à l'utilisation des meilleures techniques disponibles (BAT - Best Available Techniques) visant à réduire ou atténuer la pollution acoustique sous-marine ?

A notre connaissance il n'y a aucune obligation dans notre législation d'appliquer des BAT en relation avec la pollution acoustique sous-marine. Cela dépend des services instructeurs des projets présentant des risques en matière de pollution sous-marine.

Veuillez fournir des détails et des liens, le cas échéant.

2. Quelles sont les exigences ou lignes directrices juridiques en vigueur dans votre pays relatives à l'utilisation des meilleures pratiques environnementales (BEP - Best Environmental Practice) visant à réduire ou atténuer la pollution acoustique sous-marine ?

Les nuisances sonores sous marines font partie des sources de pollution marines listées dans le code de l'environnement français (5ième alinéa de l'article L219-8 du Code de l'environnement).

La mise en œuvre de la Directive cadre Stratégie pour le Milieu Marin (DCSMM) a permis de définir un Bon Etat Ecologique en ce qui concerne l'introduction d'énergie sonore dans le milieu marin et de valider des objectifs environnementaux nationaux sur cette thématique. Des mesures nationales permettant d'atteindre ces objectifs sont à l'étude.

L'Arrêté national du 17 décembre 2012 relatif à la définition du **bon état écologique** des eaux marines stipule que le bon état écologique pour le descripteur 11 - qui demande que « l'introduction d'énergie, y compris de sources sonores sous-marines, s'effectue à des niveaux qui ne nuisent pas au milieu marin. » - est atteint lorsque les conditions ci-dessous sont cumulativement respectées :

- les capacités de détection et communication acoustique des grands cétacés ne sont pas altérées par les perturbations sonores anthropiques ;
- la fréquentation des zones fonctionnelles écologiques par les espèces sensibles aux perturbations sonores est préservée ;
- la surmortalité accidentelle directe ou indirecte due aux perturbations sonores anthropiques est marginale.

Objectifs environnementaux DCSMM validés par les Préfets coordonnateurs en 2012 en relation avec le bruit sous-marin :

> Objectifs sous-région marine Méditerranée occidentale

D. Maintenir ou rétablir les populations de mammifères marins dans un bon état de conservation

J. Organiser les activités de recherche et développement en Méditerranée pour répondre aux objectifs de la DCSMM

K. Renforcer les outils juridiques permettant l'encadrement des activités maritimes susceptibles de générer un impact pour le milieu de la sous-région marine

L Renforcer les outils de coopération internationale pour la mise en œuvre de la DCSMM en sous-région marine Méditerranée Occidentale

M. Informer et sensibiliser les acteurs maritimes et littoraux aux enjeux liés au bon état des écosystèmes marins de la sous-région marine et aux objectifs du PAMM

> Objectifs sous-région marine Manche – Mer du Nord :

MMN 11-01: Limiter les émissions impulsives à un niveau n'ayant pas un impact significatif sur les espèces

MMN 11-02 : Limiter les émissions continues à un niveau n'ayant pas un impact significatif sur les espèces en améliorant la connaissance du bruit de fond.

MMN OT-01 : Améliorer la prise en compte des enjeux de protection du milieu marin dans les formations des encadrants et des métiers de la mer

MMN OT-02. Améliorer la sensibilisation des usagers de la mer aux enjeux de protection du milieu marin.

MMN OT-03. Améliorer la prise en compte des enjeux de protection du milieu marin dans l'information et la sensibilisation du grand public.

Mesures nationales à l'étude relatives au bruit sous-marin dans le cadre de la mise en œuvre de la DCSMM :

- Mettre en place un suivi des pressions des émissions acoustiques des activités anthropiques susceptibles d'affecter le milieu marin
- Définir des préconisations pour limiter les impacts des émissions acoustiques lors des travaux en mer, des campagnes sismiques (recherche/exploitation).
- « Sensibiliser les acteurs au bruit sous-marin engendré par les activités humaines. »

Par ailleurs, dans le cadre de l'accord ACCOBAMS des lignes directrices non contraignantes ont été adoptées; elles ne concernent que la façade méditerranéenne.

http://www.accobams.org/images/stories/MOP/MOP4/Resolutions/res%204.17_lignes%20directrices%20pour%20traiter%20l'impact%20du%20bruit%20d'origine%20anthropique.pdf

3. Des processus d'échange entre les parties prenantes au sujet de l'atténuation du bruit, ainsi que des BAT et BEP ont-ils été mis en place dans votre pays ?

Des échanges ont lieu au sein des groupes de travail ICG Noise d'OSPAR et TG Noise de la DCSMM au sujet de l'atténuation du bruit (ambiant et impulsif).

Des discussions ont également lieu dans le cadre d'un groupe de travail conjoint ACCOBAMS / ASCOBANS sur le bruit.

Le Cluster maritime français a également fait une étude d'incidence économique des mesures (opérateurs étatiques et industriels)

Veillez fournir des détails et des liens, le cas échéant.

4. Quelles sont les exigences ou lignes directrices juridiques en vigueur dans votre pays relatives à l'intégration du problème du bruit d'origine anthropique dans les plans de gestion des aires marines protégées (AMP) ?

Il n'y a pas d'exigences spécifiques aux plans de gestion des aires marines protégées.

Veillez fournir des détails et des liens, le cas échéant.

5. Quelles sont les exigences ou lignes directrices juridiques en vigueur dans votre pays relatives aux évaluations d'impact environnemental (EIE) pour des activités génératrices de bruit marin ? Veuillez notamment fournir des informations sur la façon dont les EIE tiennent compte des effets de ces activités sur les cétacés, considèrent les impacts potentiels sur les espèces marines et leurs voies de migration, et envisagent une approche écologique plus holistique dès le stade de la planification stratégique.

Les EIE s'attachent à étudier les effets du projet sur l'environnement. A ce titre elles doivent étudier l'analyse de l'état initial de la zone et l'impact des activités sur l'état écologique des eaux marines.

A ce titre, les EIE peuvent chercher à mesurer l'effet des activités sur les cétacés en utilisant les indicateurs du Bon Etat Ecologique de la Directive cadre Stratégie pour le Milieu Marin. Le Bon Etat Ecologique défini par l'arrêté du 17 décembre 2012 correspond en effet à un bon fonctionnement des écosystèmes (au niveau biologique, physique, chimique et sanitaire) permettant un usage durable du milieu marin. Il est basé sur onze descripteurs communs à tous les Etats membres de l'UE, selon une approche écosystémique et holistique de l'impact des activités humaines en mer. Un des descripteurs du Bon Etat Ecologique concerne le bruit sous-marin.

Cette approche écosystémique peut être utilisable même hors des eaux marines métropolitaines (domaine d'application de la DCSMM), cependant elle n'y a pas d'assise réglementaire à ce jour.

Les liens entre le niveau des activités génératrices de bruit sous-marin et les impacts potentiels sur les espèces marines sont encore en cours de qualification et quantification.

Veuillez fournir des détails et des liens, le cas échéant.